

BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine

1. Guerre & affaires intérieures

***Guerre :** Début septembre, le navire marchand Aya, battant pavillon de Saint-Christophe-et-Niévès et transportant 26 550 t de céréales ukrainiennes depuis Odessa vers l'Égypte, a été frappé par un missile russe à 55 km environ des côtes roumaines.

***Pollution des sols :** Début septembre, le gouvernement a annoncé que les coûts pour déminer les sols agricoles seraient intégralement remboursés par l'État (contre un remboursement de 80% des coûts, auparavant). 137 demandes, couvrant une surface de 17 000 ha, ont été déposées dans le cadre de ce programme.

Début septembre, la première vice Premier ministre chargé de l'économie, Julia Svyrydenko, a annoncé que 150 000 ha de terres agricoles avaient été inspectées et, le cas échéant, déminées.

Mi-août, l'UE a annoncé allouer 2 MEUR pour financer des actions de déminage en utilisant des chiens pour chercher les munitions qui n'ont pas explosées. Ce projet sera mis en œuvre par les associations APOPO et Mines Advisory Group.

Début août, l'institut de microbiologie et de virologie de l'académie nationale des sciences agraires de l'Ukraine (NAAS), a présenté les résultats de ses analyses des sols sur lesquels ont eu lieu des combats (dans l'oblast de Kyïv, Tchernihiv et Kherson) au ministère de l'agriculture. Ils ont expliqué que ces sols étaient notamment contaminés par du mercure, de l'arsenic et du plomb. Ils estiment que, sans mécanismes de bioremédiation, leur décomposition pourrait durer des décennies.

***Occupation :** D'après le centre national de la résistance, la Russie exporte des céréales provenant des territoires occupés vers l'Iran. Ces exportations sont acheminées par chemin de fer de l'oblast de Louhansk à la mer Caspienne.

Mi-août, le gouverneur militaire de l'oblast de Zaporijjia, Ivan Fedorov, a déclaré que, depuis le début

de l'année 2024, la Russie aurait volé 500 000 t de céréales depuis les territoires occupés de l'oblast, et qu'il prévoit d'en voler encore 200 000 t. Ces céréales seraient transportées vers la Russie ou la Crimée pour être ensuite exportées à l'international. Il estime que le préjudice s'élève ainsi à 7 Mrd UAH (soit environ 152 MEUR). Il précise que, sur les 1,8 Mha de terres agricoles situées dans l'oblast, 1,4 Mha (soit 80%) sont désormais occupées ou situés en zone de combat.

Mi-août, le procureur général d'Ukraine a mis en examen *in absentia* le chef, nommé par la Russie, de la partie occupée de l'oblast de Kherson, Volodymyr Saldo, pour avoir notamment pris le contrôle d'une entreprise agricole et de l'avoir utilisée pour exporter plus de 2 800 t d'orge vers la Russie.

***Nova Kakhovka :** Début août, le ministre de l'environnement en exercice à l'époque estimait que les dommages environnementaux (nommant notamment la destruction des forêts, de parcs naturels, d'espèces endémiques et la pollution de la mer Noire) consécutifs à la destruction du barrage de Nova Kakhovka s'élevait à 146 Mrd UAH (soit environ 3,2 Mrd EUR)

***Conséquences de la situation énergétique :** D'après le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, les prix alimentaires pourraient augmenter de 5 à 10% en 2024 à cause des coupures d'électricité.

Le président de l'association ukrainienne des boulangers expliquait début août que, du fait de la situation énergétique, le prix de la farine avait augmenté de 50% en quatre mois, ce qui devrait se traduire par une hausse du prix du pain de 15 à 20%. Il estimait que certaines entreprises pourraient fermer, ce qui pourrait se traduire par des pénuries de pain.

***Grain from Ukraine :** Fin août, dans le cadre de l'initiative *Grain from Ukraine*, l'ambassade de France s'est rendue sur le port de Pivdennyi, un des trois ports ukrainiens de Big Odessa, pour marquer le chargement du navire panaméen « Amira Nour » de 23 000 tonnes de maïs à destination du Malawi et du Mozambique.

***Démographie :** Fin août, le ministère de la politique sociale a publié un projet de stratégie démographique d'ici 2030: en effet, d'après les statistiques du gouvernement, la population serait passée 48,5 M d'habitants en 2001 à 42 M en 2022. La guerre a accentué cette crise démographique : depuis le février 2022, le pays a connu d'une part, une chute de la natalité (baisse du taux de fertilité de 1,5 à 1,0 enfant par femme) et, d'autre part, une émigration massive (d'après le haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies, 6,3 M de personnes auraient quitté l'Ukraine), phénomènes auxquels s'ajoutent les victimes civiles et militaires et la perte temporaire des territoires occupés et les populations y vivant (d'après le gouvernement, en août 2023, sur les 36,3 M d'Ukrainiens, 31,5 M de personnes vivaient dans les territoires sous son contrôle). Le projet de stratégie propose une série de mesures cherchant à remédier à cette crise.

***Mobilisation :** D'après le ministère de l'économie, fin juillet 2024, 615 000 hommes bénéficiaient du régime d'exemption en raison du caractère stratégique de leur activités, les principaux secteurs concernés étant l'énergie (29% des hommes exemptés), l'industrie (15%), le transport (14%), l'agro-alimentaire (12%), l'administration (6%), la médecine (6%) et le complexe militaro industriel (5%).

***Fiscalité :** Fin août, le comité des finances, de la fiscalité et des douanes de la Rada (le parlement ukrainien) a adopté un projet de loi fiscale, destiné à financer l'effort de guerre. Il doit encore être adopté en plénière et prévoit notamment d'augmenter la taxe militaire sur les revenus de 1,5 à 5%. D'après le président de ce comité, Danylo Hermantsev, ce projet de loi devrait permettre de rapporter 30 Mrd UAH (environ 660 MEUR) de recettes fiscales supplémentaires à l'Etat.

Début septembre, l'European Business Association (EBA) a critiqué ce projet de loi, estimant qu'il défavorise les entreprises qui respectent déjà la loi et propose par conséquent de concentrer plutôt l'effort sur la lutte contre l'économie informelle (qui aurait représenté près de 31% du PIB en 2020). Cette critique rejoint celles formulées début août par l'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes) et mi-août par le président de la chambre américaine de commerce en Ukraine, Andy Hunder.

***Lutte contre la fraude fiscale :** Le procureur de l'oblast de Kyïv a annoncé début août avoir décelé un schéma de fraude à la TVA ayant coûté 4,4 MUAH (environ 90 000 EUR) à l'Etat. L'entreprise a remboursé cette somme dans son intégralité et son directeur financier a été mis en examen pour fraude fiscale.

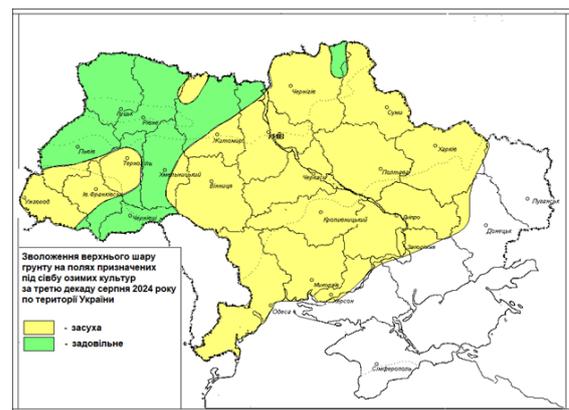
***Lutte anti-corruption :** Début juin, le bureau anti-corruption (NABU) et le parquet anti-corruption (SAPO) ont mis à jour un schéma de corruption impliquant des dirigeants d'entreprises publiques chargées d'acheter des céréales et qui, en abusant de

leur position, auraient détourné 70 MUAH (environ 1,5 MEUR).

Fin août, le DBR (bureau d'enquête de l'Etat qui dispose de pouvoir de police judiciaire spécifique) a mis à jour un système d'extorsion de fonds mis en place par cinq employés du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) dans l'oblast d'Odessa et de Zaporijjia. Ils ont été mis en examen.

2. Production et politique agricoles

***Changement climatique :** D'après le centre ukrainien hydrométéorologique, entre juin et août, les températures ont été 2 à 3 °C plus élevées que la moyenne (avec 30 jours à plus de 30°C dans l'ouest du pays, ce chiffre passant à 77 dans le centre et le sud). Les précipitations n'ont pas dépassé 30 à 60% des moyennes. Ainsi, la sécheresse aurait atteint début septembre 60 à 70% des sols ukrainiens (en jaune sur la carte *infra*), avançant la récolte de maïs et de tournesol d'une semaine et demi à trois semaines. La sécheresse a aussi eu des conséquences sur la production certains fruits et légumes, notamment celles de tomates et de pommes.



D'après le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, les pertes pourraient atteindre 2-3% pour les cultures récoltées au début de l'été (ex. blé, orge) et 10 à 15% pour celles récoltées à la fin de l'été et à l'automne (ex. maïs, tournesol). Il rapporte également que des premières évaluations estiment que, en raison de la sécheresse, les rendements à l'hectare pour la betterave à sucre pourraient baisser de 12% par rapport à la saison précédente. 1,55 Mt de sucre devraient être produites en 2024/2025.

***Semis d'automne 2024 :** Les premiers agriculteurs ont commencé les semis d'automne mi-août, dont voici un état des lieux pour les principales cultures à la mi-septembre.

	Surface (ha, 2024)
Blé d'hiver	340 300
Orge d'hiver	16 500
Seigle d'hiver	3 400
Colza d'hiver	688 400

***Moissons d'été 2024 :** Mi-septembre, en tout, environ 44,5 Mt de céréales et d'oléo-protéagineux ont été récoltées (dont 31,9 Mt de céréales, 11 Mt d'oléagineux et 1,7 Mt de betteraves à sucre). Si la moisson des cultures de printemps (principalement blé, orge, colza) est terminée, la moisson du maïs, du tournesol, des betteraves à sucre et du soja ont commencé dès le mois d'août.

	Volume (Mt, 2024)	Surface (Mha, 2024)
Blé	22,3	4,9
Orge	5,5	1,41
Pois	0,46	0,21
Maïs	2,4	0,52
Millet	0,13	0,07
Sarrasins	0,10	0,07
Colza	3,4	1,3
Tournesol	4,9	2,4
Soja	2,6	1,3
Betteraves à sucre	1,7	

***Prévisions pour la récolte 2024/2025 :** Mi-août, l'USDA a revu ses prévisions de récolte en Ukraine à la hausse pour le blé (de 2,1 Mt, à 21,6 Mt) et le soja (de 1,3 Mt à 6,8 Mt) et à la baisse pour le maïs (de 0,5 Mt à 24 Mt) et le tournesol (de 1 Mt à 13,15 Mt).

***Blé :** Le ministère de l'agriculture ukrainien prévoit que la récolte de blé 2024/2025 soit constitué à 40% de blé meunier.

***Sarrasin :** Estimant que les agriculteurs ukrainiens délaissent la culture du sarrasin en raison de sa faible rentabilité, le président de l'association internationale du sarrasin a appelé le gouvernement ukrainien à remettre en place à la subvention existant avant la guerre et permettant de soutenir à la production de cette culture. Du fait de la sécheresse, il craint en outre que, cette année, la production ukrainienne ne couvre pas la consommation domestique.

***Viticulture :** Début août, le gouvernement a annoncé l'extension aux vignerons, viticulteurs et producteurs d'alcool à base de fruits, de baies ou de miel du programme de soutien aux producteurs de fruits et de légumes (lancé en juillet 2022 grâce au soutien de la Banque mondiale).

Fin août, la Rada (le parlement ukrainien) a adopté le projet de loi du ministère de l'agriculture sur les produits de la vigne et du vin. Son objectif est de mettre en conformité la législation ukrainienne avec les normes européennes et internationales en matière de définition, de commercialisation, de pratiques œnologiques, de protection des IG et de contrôles du secteur. Elle institue également un « registre de la viticulture et de la vinification », système d'information public unifié. Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

***Nouveau ministre de l'agriculture :** Dans le cadre d'un remaniement, la Rada a validé la nomination de Vitali Koval comme nouveau ministre de l'agriculture début septembre. Né à Bérézné (oblast de Rivne, dans l'ouest

du pays) en 1981, il a étudié la finance à Ternopil et à Lviv. Cadre dans la banque, il a ensuite co-fondé et dirigé plusieurs entreprises dans le secteur de la logistique, des travaux publics et de l'agriculture. Gouverneur de l'oblast de Rivne entre 2019 et 2023, il avait été nommé en novembre 2023 chef du fonds de propriété de l'Etat. Il est en outre membre du comité national olympique d'Ukraine et vice-président de l'association ukrainienne de lutte gréco-romaine.

***Aide aux agriculteurs :** Fin août, Taras Visotskyi a annoncé que le principe de geler le remboursement des crédits pour les agriculteurs situés dans les territoires occupés durant la loi martiale était acté. Il sera traduit dans une loi qui devrait être adoptée dans le courant de l'automne.

***Diplomatie économique :** Fin août, le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a présenté les cinq priorités de la diplomatie économique ukrainienne, à savoir : (i) sécuriser l'assistance macro-financière internationale ; (ii) obtenir de l'aide à la reconstruction ; (iii) augmenter les sanctions à l'encontre de la Russie ; (iv) attirer les investissements étrangers et (v) promouvoir les produits ukrainiens.

***Foncier agricole :** D'après l'école d'économie de Kyïv (KSE), au mois de juillet 2024, le prix moyen des terres achetées a atteint 46 000 UAH par ha (environ 1 000 EUR), soit une augmentation de 1,5% depuis le mois de mai 2024. Cela représente le prix le plus élevé depuis la libéralisation du marché foncier en juillet 2021. En outre, 363 entreprises ont effectué des transactions, ce qui est le chiffre le plus élevé depuis que l'entrée en vigueur de la seconde phase de la réforme foncière, le 1^{er} janvier 2024 (qui autorise les personnes morales ukrainiennes à acheter des terres dans la limite de 10 000 ha et qui supprime, en outre, la limite d'achat de 100 ha pour les personnes physiques ukrainiennes).

Fin août, le fonds de propriété de l'Etat a annoncé l'institution officielle de la banque de terres de l'Etat (*State Land Bank*). Sur les 806 000 ha appartenant à l'Etat, la gestion de 386 000 ha (dont 98 000 ha situés dans des territoires occupés) lui a été transférée. Les premières parcelles de terres publiques à louer ont été mises aux enchères fin août via le système de marché public Prozorro. Ces terres seront mises en location par enchères. Les baux seront de 14 ans pour les cultures annuelles et de 25 ans pour les cultures pérennes. Expertise France aidera le fonds de propriété de l'Etat à mettre en œuvre ce projet via un projet d'assistance technique.

D'après le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, 23% des terres agricoles (env. 9,8 Mha) ne sont pas enregistrés au cadastre, estimant que leur inclusion permettrait des revenus fiscaux complémentaires de l'ordre de 28 Mrd UAH (soit environ 600 MEUR).

***Irrigation :** Le ministère de l'agriculture continue de promouvoir ses outils pour l'irrigation, notamment la délégation de la gestion des réseaux d'irrigation à des groupements d'utilisateur (fin août 2024, il y en avait 47) ainsi que son programme d'aide à la restauration

des réseaux d'irrigation (qui permet de prendre en charge 50% des coûts de construction ou de restauration du matériel d'irrigation des groupements d'utilisateurs ou des réseaux d'irrigation, dans la limite de 26 500 UAH/ha – env. 600 EUR – de terre irriguée).

***UAC :** Lors de son assemblée générale fin août, l'UAC (le conseil agricole ukrainien, qui représente les entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille) a présenté quels sont, selon elle, les quatre principaux enjeux auxquels le secteur agricole ukrainien fait face: (i) l'exemption de mobilisation pour les personnes travaillant dans ce secteur; (ii) le meilleur accès au crédit via le programme de bonification de prêt 5-7-9, (iii) l'aide aux agriculteurs cultivant des terres proches de la ligne de front ou des territoires libérés et (iv) l'adhésion à l'UE.

3. Commerce international agricole

***Point sur les exportations de céréales et d'oléagineux ukrainiennes :** Toutes routes commerciales confondues, l'Ukraine a exporté 4,8 Mt céréales et oléagineux en août 2024 (cf. graphiques *infra*).

***Nouvelle route maritime ukrainienne :** Depuis l'ouverture de la nouvelle route maritime ukrainienne en août 2023, l'Ukraine a exporté 64,4 Mt de marchandises, dont 43,5 Mt de biens agricoles, par 2 400 navires, vers 46 pays. A titre de comparaison, l'initiative pour les céréales dans la mer Noire des Nations unies (*BSGI*) avait permis d'exporter 33 Mt, de céréales seules, entre juillet 2022 et juillet 2023.

***Danube :** Fin août, l'entreprise publique ukrainienne de fret du Danube (UDP) a annoncé mettre ses employés en chômage partiel (journées de six heures) en raison des moindres volumes passant par les ports ukrainiens du Danube (du fait de la compétition des ports d'Odessa) et de la sécheresse (qui a réduit le niveau d'eau du fleuve, compliquant la navigation des navires sur celui-ci, et les volumes produits par les agriculteurs).

***Port sec :** Un port sec est en cours de construction près de la ville de Vinnytsia (centre-ouest du pays). Doté d'un terminal ferroviaire (capacité de manutention de 30 000 EVP/an) et d'entrepôts (capacité de 2 000 EVP), cet investissement de 15 MUSD doit permettre de faciliter le commerce de conteneurs avec l'UE et les ports d'Odessa.

***Assurances :** Fin août, le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, affirmait que grâce au programme d'assurance UNITY du gouvernement ukrainien (institué en novembre 2023 par Marsh McLennan et Lloyd's of London avec l'appui du gouvernement britannique, ce programme permet de couvrir les navires de céréales contre le risque de guerre), la question de l'assurance des bateaux avaient été résolues, puisque ce surcoût par rapport à la période avant-guerre étant passé de 5-7% au début de la guerre à 1-1,5% actuellement.

***Blé :** Début septembre, le ministère de la politique agricole, l'union ukrainienne des céréales (UGA), le forum agricole ukrainien, l'EBA, la chambre américaine de commerce et l'association des fermiers et propriétaires terriens ont signé une annexe au mémorandum signé en juillet 2024, dans laquelle ils sont convenus du volume maximum de blés et de seigle pouvant être exporté pour l'année céréalière 2024/2025. Il s'élève à 16,2 Mt. Ce montant pourra être ajusté en janvier 2025 en fonction du suivi mensuel réalisé dans ce cadre.

***Colza :** Mi-août, l'association professionnelle Ukroliyprom a annoncé que l'Ukraine avait transformé 1 Mt de graines de colza (soit 22% de la récolte) en huile et exporté 420 000 t d'huile de colza en 2023/2024, ce qui constitue deux records.

***Viande de porc :** Malgré sa situation sanitaire, l'Ukraine continue à exporter de la viande de porc. D'après l'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes), l'Ukraine a exporté 403 t de viande de porc en juin 2024, se rapprochant de la moyenne mensuelle d'avant-guerre (autour de 600-800 t). Les principaux clients de l'Ukraine sont les Émirats arabes unis (71% des importations), suivis de Hong Kong et de Bahreïn.

***Miel :** D'après l'UCAB, en 2023, l'Ukraine était le 4^e exportateur de miel avec 55 400 t exportées, derrière la Chine (152 600 t), l'Inde (98 700 t) et l'Argentine (68 900 t) et devant le Brésil (28 500 t). L'UE était son principal client (94% des exportations ukrainiennes). Pour la troisième année consécutive, l'Ukraine est ainsi le deuxième fournisseur de miel de l'UE, après la Chine.

***Politique commerciale ukrainienne :** Dans une entrevue à *Ukrinform* début août, Le vice-ministre de l'économie et représentant au commerce de l'Ukraine, Taras Kachka, a présenté sa vision de la politique commerciale agricole ukrainienne.

Confiant dans le fait que l'Ukraine est capable « d'exporter tout ce qu'elle peut » malgré la guerre, il estime qu'elle doit « produire plus et encore plus ». En matière d'exportation agricole, il note avec satisfaction que « les exportations de produits avec une valeur ajoutée augmente à un taux beaucoup plus important que les exportations de produits bruts ». Il salue également le fait que l'Ukraine est en train de regagner des marchés qu'elle avait perdu (Égypte, Turquie) et qu'elle avait réussi à entrer sur le marché algérien.

Sur la renégociation de l'accord de commerce complet et approfondit, il note que, l'Ukraine est passée de 40 produits sous contingents à seulement 7 produits agricoles avec des seuils dans le cadre des *ATM*, estimant que, même en dehors de ces cadres préférentiels, l'Ukraine pourra continuer à exporter certains produits (prenant l'exemple des œufs et du miel). Il souligne en outre que, désormais, ce n'est plus un, mais dix producteurs de viande de volailles qui exportent vers l'UE. Il estime du reste que les exportations ukrainiennes de blé et de maïs vers

l'Espagne et l'Italie signifient que « un commerce structurel, profond et important avec l'UE est possible, même si cela concerne des produits sensibles ».

En matière de politique commerciale, outre la conclusion de l'accord avec la Turquie et la finalisation prochaine d'un accord avec les Émirats arabes unis, il a fait part de son souhait de lancer la révision des accords avec l'AELE et le Monténégro et de son projet de lancer des négociations avec certains pays méditerranéens, comme la Tunisie ou le Liban, afin de créer « l'espace commerciale le plus ouvert pour les produits ukrainiens en Méditerranée ». Il a rapporté continuer les consultations avec l'accord de partenariat transpacifique (CPTPP).

Sur la politique agricole commune, il estime que l'Ukraine « ne va pas faire la course pour avoir le plus de subventions possible. [...] En réalité, notre approche est complètement différente. Nous disons : définissons ensemble les objectifs que nous voulons atteindre [...] et trouvons comment nous entraider pour y parvenir. Car il y a beaucoup de secteurs en Ukraine qui n'ont pas besoin de subventions. En revanche, comme les Européens, nous avons besoin de subvention pour développer la petite agriculture et la production biologique, atteindre certains objectifs climatiques et certaines autres choses ».

4. Affaires européennes

***Adhésion à l'UE :** Début août, le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, a déclaré lors d'une conférence que l'objectif du gouvernement en matière de négociations d'adhésion sur l'agriculture était de proposer un modèle qui permette de maintenir les performances du secteur agricole ukrainien tout en utilisant les programmes de soutiens agricoles européens pour certains besoins spécifiques (prenant l'exemple de cultures ayant un bénéfice environnemental sans en avoir de bénéfice économique).

***« Plan Ukraine » :** Fin août, une délégation de l'UE s'est rendue en Ukraine pour suivre la mise en œuvre des conditionnalités prévues dans le Plan Ukraine. Mi-août, la Rada (le parlement ukrainien) a adopté en seconde lecture la loi modernisant le registre agricole de l'Etat (SAR/DAR).

***France :** L'accord intergouvernemental instituant les [fonds de soutien aux infrastructures critiques et aux secteurs prioritaires](#) (qui est doté de 200 M€) a été ratifié par la Rada (le parlement ukrainien) en août.

***Pologne :** Fin août, une délégation des ministères de l'agriculture ukrainien et moldave a participé à Cracovie à une formation dispensée par le ministère de l'agriculture polonais sur la préparation à l'adhésion à l'UE (négociations, transformation du secteur agricole, reprise de l'acquis communautaire, etc.).

***Hongrie :** Fin août, le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, a rencontré à Kyïv son homologue hongrois, Istvan Nagy. C'était la première visite dans ce format depuis février 2022.

5. Affaires étrangères

***FIDA :** Début septembre, la Rada (le parlement ukrainien) a ratifié l'adhésion de l'Ukraine au fonds international pour le développement agricole.

***Inde :** Le 23 août, à l'occasion de la visite à Kyïv du Premier ministre indien Narendra Modi (la première visite de ce niveau depuis l'indépendance de l'Ukraine), les deux gouvernements ont signé un accord de coopération en matière d'agriculture et d'industrie agro-alimentaire. Il prévoit des échanges d'informations (en matière de politique agricole, de recherche, d'événements, de certification des semences, de conditionnement des produits alimentaires, de) et des échanges d'expériences (en matière d'élevage – insistant sur la productivité, de production végétale – notamment les légumineuses, de production de semences) ainsi qu'une coopération renforcée dans plusieurs secteurs (programme de recherche conjoint; examens des demandes de protection des variétés végétales et des brevets; méthode d'irrigation; usage des engrais; commerce agricole; sécurité sanitaire; aquaculture et pêches).

6. Entreprises, marchés agricoles et infrastructures

***Kernel :** Début août, la nouvelle usine de trituration de Kernel (une des plus grandes agroholdings ukrainiennes, qui cultive 363 000 ha, principalement pour la production d'huiles de tournesol, de colza et de soja) située dans l'oblast de Khmelnytskyï, inaugurée en avril 2024, a été touchée par un drone et mise temporairement à l'arrêt. Mi-août, ce sont deux employés de cette même entreprise qui ont été tués (cinq autres ont été blessés) à la suite de frappes russes (par des bombes planantes) sur le village de Prykolotne (oblast de Kharkiv, nord-est de l'Ukraine) où est située une autre usine de trituration (à l'arrêt depuis février 2022 en raison de la proximité de la ligne de front, mais sur laquelle des travaux d'entretien et de réparation sont régulièrement menés).

***MHP :** Fin août, MHP (une des plus grandes agroholdings ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a annoncé avoir acquis l'entreprise logistique KTL Ukraine.

***Astarta :** Astarta-Kyïv (une des plus grandes agroholdings ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales, de soja, de colza, de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) a annoncé début septembre avoir reçu 40 wagons d'USAID.

***Nibulon :** Le président-directeur général de l'agroholding Nibulon (qui cultive 51 000 ha pour la production et l'exportation de céréales et d'oléagineux principalement et qui a une activité dans l'armement de bateaux), Andrii Vadatourskyi, a précisé mi-août qu'environ la moitié des exportations de son entreprise passait par les ports d'Odessa, et l'autre par son terminal situé à Izmail (port ukrainien du Danube, qui fonctionne à un tiers de ses capacités)

terminal du Danube. Il a expliqué que son entreprise continuerait à exporter des céréales via le Danube, même si les coûts logistiques sont plus importants que via Odessa (estimant le surcoût à 6-7 USD/t), afin de maintenir une solution de rechange opérationnelle en cas d'attaques russes sur les ports d'Odessa.

***AgroProsperis:** AgroProsperis (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 290 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux et qui a une activité bancaire ; elle est la propriété du fonds d'investissement étatsunien NCH capital) a annoncé mi-août avoir installé sur le territoire de leur élevateur de Jmerynka (oblast de Vinnitsa, centre-ouest de l'Ukraine) des panneaux solaires pouvant générer 0,6 MW/h et jusqu'à 800 MW/an, afin d'accroître leur indépendance énergétique.

***IMC:** Début août, IMC (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui produisait du lait avant février 2022 et qui, depuis, cultive 83 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a annoncé avoir acquis une flotte de 150 wagons (dont 10 financés par USAID). L'objectif de l'entreprise est de doubler ce chiffre d'ici la fin de l'année pour pouvoir exporter 80% des céréales qu'elle produit.

***Agro-Region:** Fin août, Agro-Region (qui cultive 39 000 ha pour la production et le négoce de céréales et d'oléagineux) a annoncé avoir couvert 95% de ses besoins en semences de blé et de soja par de l'auto-production.

***PAEK:** Début septembre, PAEK (qui cultive 43 000 ha, principalement dans le sud de l'Ukraine, pour de grandes cultures, des productions de niche et de l'élevage) a annoncé se lancer dans la production de viande d'agneau.

***APK:** Mi-août, son abattoir, situé à Pokrovsk (un des objectifs militaires russes situés dans l'oblast de Donetsk, à l'est de l'Ukraine) ayant été touché par une frappe, le premier producteur de viande porcine d'Ukraine, APK Invest (qui cultivait 23 000 ha pour la production de viande porcine) va cesser son activité d'élevage de porc.

***Nestlé:** Le groupe Nestlé a annoncé mi-août l'ouverture d'ici la fin de l'année 2024 d'une usine de pâtes à Smolyhiv (dans l'oblast de Volhynie, au nord-ouest de l'Ukraine), qui serait la quatrième du pays. Cette construction représente un investissement de 45 MUSD. L'usine sera équipée de panneaux solaires qui doivent, *in fine*, fournir 700 kW, soit 18% des besoins de l'usine en électricité.

7. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

***Rage:** Fin août, un cas de rage d'un animal domestique a été déclaré dans l'oblast de Soumy (nord-est de l'Ukraine).

***PPA:** Mi-août, dans l'oblast de Kirovohrad (centre-sud de l'Ukraine), trois foyers de peste porcine africaine (PPA) ont été déclarés dans des élevages porcins

domestiques. A la même période, un cas en faune sauvage a été découvert dans l'oblast de Jytomyr (centre-ouest de l'Ukraine) et, fin août, un cas dans des carcasses abandonnées a été découvert dans l'oblast de Mykolaïv (centre-est de l'Ukraine).

***Politique et situation sanitaires:** Début et mi-août, dans deux entrevues à la presse nationale, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS), a détaillé sa vision de la politique et de la situation sanitaires ukrainiennes. Il estime que ses trois priorités sont, par ordre d'importance :

(i) la lutte contre les épizooties : il qualifie la situation de « difficile, mais sous contrôle », expliquant que la situation est plus compliquée proche de la ligne de front du fait de l'impossibilité de mener des actions sanitaires. Il précise en outre que :

- pour la PPA : il y a eu 10 000 animaux tués dans l'oblast de Kyïv en juillet [N.B. Depuis le début de l'année 2024, 58 cas ont été recensés en Ukraine, dont 18 dans des fermes et 13 dans des élevages] ;

- pour l'IAHP : seule la faune sauvage ou les basses-cours seraient concernées, par les élevages industriels,

- pour la rage : ils ont dénombré 661 cas au premier semestre 2024, soit 247 cas de plus par rapport à la même période en 2023, expliquant que son service allait promouvoir la chasse, notamment au renard.

(ii) La reprise de l'acquis européen : d'après lui, en 2004, 90% des entreprises agro-alimentaires de Pologne auraient fermé en raison de non-conformité, affirmant que, en Ukraine, « en raison de l'absence de volonté de changement, ce chiffre ne sera pas moins important ».

(iii) L'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations agricoles ukrainiennes. Au passage, il a qualifié les exigences européennes de LMR pour les fruits et légumes de barrière non-tarifaires et a expliqué que seules 0,17% des exportations ukrainiennes de céréales ont fait l'objet de plainte en 2023.

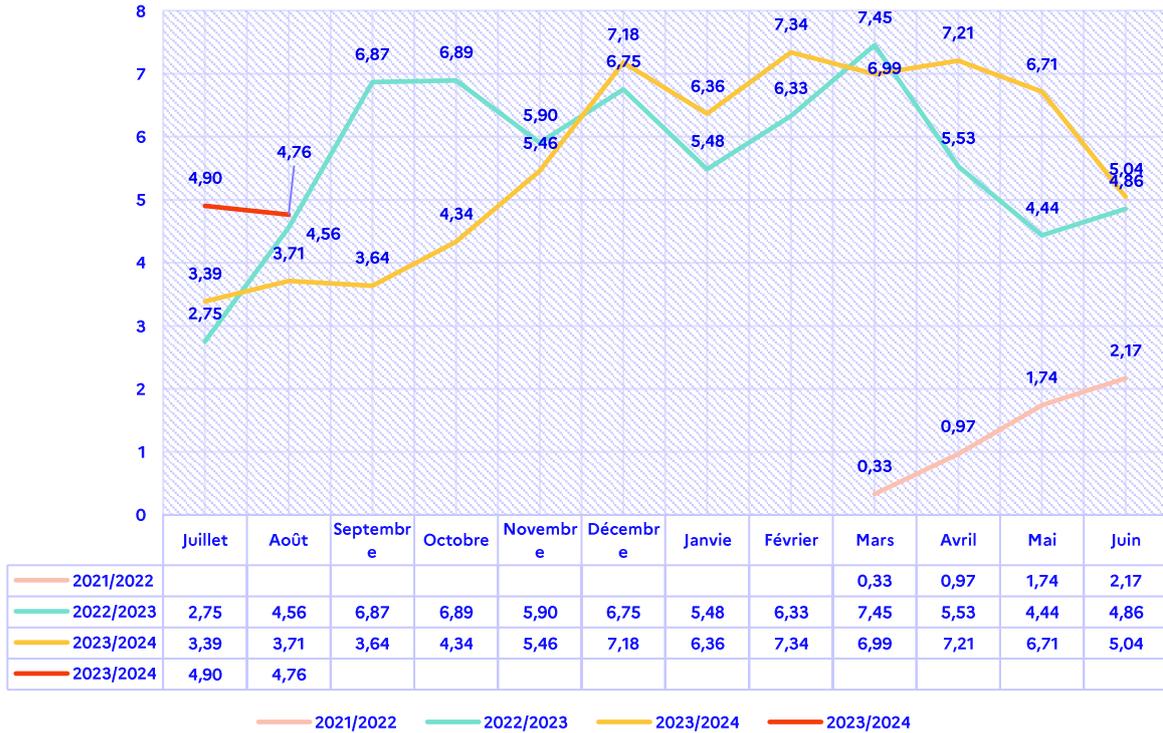
Il a également précisé que sa priorité en interne était la numérisation des services du DPSS, qui seraient particulièrement en retard en la matière, prévoyant de numériser 17 procédures, dont les certificats sanitaires, les certificats phytosanitaires et le registre national de médicament vétérinaire.

Début août, le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, et Sergiy Tkachuk ont tenu une réunion lors de laquelle ils ont annoncé de nouvelles mesures pour mieux combattre les épizooties (lutte rendue plus difficile par la guerre et la loi martiale), qui consistent principalement à mieux réguler les populations de sangliers et de renard.

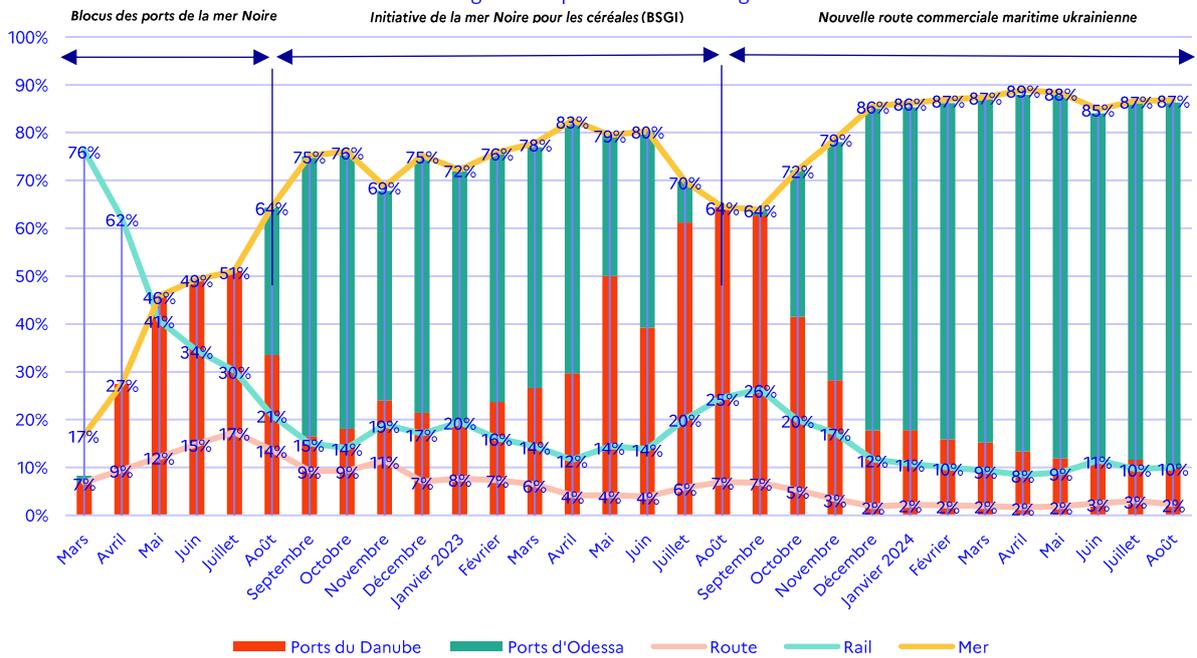
8. Moldavie

RAS

Exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux par mois depuis le début de la guerre (Mt)



Utilisation des différentes routes commerciales pour les exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux depuis le début de la guerre



Source : SE de Kyiv avec des données Soufflet négoce by InVivo

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Kyiv
jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr